

## **Allocution de M. Said Djinnit, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'ouest**

SEMINAIRE SUR LE SERVICE CIVIQUE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT (SCAD)

*Conakry, le 13 Mars 2013*

Monsieur le Président de la République ;  
Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;  
Madame et Messieurs les Présidents des Institutions républicaines ;  
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement ;  
Messieurs les Officiers Généraux et officiers supérieurs ;  
Monsieur le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union Africaine ;  
Mesdames et Messieurs les Représentants du Corps Diplomatique et  
Consulaire accrédités en Guinée,  
Mesdames et Messieurs ;  
Chers collègues ;  
Chers invités

Je voudrais, tout d'abord, adresser mes sincères remerciements au Président de la République pour l'honneur qui m'est fait de prendre la parole à l'occasion de cet événement important qui vise à promouvoir le Service Civique d'Aide au Développement comme outil de consolidation de la paix sur le continent, notamment à travers le partage d'expériences conduites dans différents pays africains.

Je félicite le Gouvernement guinéen, l'Union Africaine et le Gouvernement français pour cette belle initiative qui souligne la relation cruciale entre l'emploi des jeunes, le développement économique et la paix et la sécurité, dans un continent où les défis posés par le manque d'opportunités d'emploi pour la jeunesse se multiplient et constituent désormais un défi à la stabilité. Je me réjouis de la tenue de ce séminaire à Conakry, capitale d'un pays qui s'est résolument engagé dans une réforme du secteur de la défense et de la sécurité, et dans ce cadre a lancé l'expérience prometteuse du Service Civique d'Aide au Développement en bénéficiant des conseils avisés du Général Clément-Bollée. Je tiens à exprimer le soutien des Nations Unies à cette initiative.

Le Service Civique d'Aide au Développement en Guinée me semble se situer à la croisée des chemins des deux piliers prioritaires de la consolidation de la paix dans ce pays, qui est accompagnée par les Nations Unies, à savoir l'emploi des jeunes et la réforme du secteur de la sécurité. Le Service Civique d'Aide au Développement renforce utilement cette réforme, qui est un impératif dicté par l'histoire tourmentée de la Guinée et par son engagement en faveur de la démocratie et la construction d'un Etat

de droit. De fait, toutes les actions de réforme doivent concourir à une transformation progressive mais profonde des forces de défense et de sécurité, mais également des liens entre ces forces et les populations. Comme les crises au Mali et en Guinée-Bissau l'ont illustré, la relation civilo-militaire en Afrique de l'ouest est aujourd'hui souvent en souffrance alors qu'elle devrait constituer un facteur de stabilité.

**Monsieur le Président de la République;  
Mesdames et Messieurs;**

Je voudrais saisir cette opportunité pour saluer la détermination que le Président Alpha Condé et le Gouvernement guinéen ont manifestée en engageant cette réforme, avec le Séminaire National sur la RSS, il y a de cela deux ans presque jour pour jour, et auquel j'avais pris part aux côtés du Président Condé. J'ai également été témoin, lors de la réunion du 16 janvier de la Commission d'Orientation Stratégique du Comité National de Pilotage de la RSS, de l'impressionnante maîtrise avec laquelle le Président conduisait la réforme.

Je voudrais terminer mon propos en renouvelant, au nom du Système des Nations Unies, l'expression de notre soutien aux efforts nationaux guinéens pour conduire à bon terme le processus de Réforme du Secteur de la Sécurité et pour consolider la démocratie et l'état de droit. Il faut souhaiter que cette réforme bénéficie du soutien le plus large au sein de la classe politique que j'engage à nouveau à privilégier le dialogue pour rechercher des solutions et des compromis nécessaires pour permettre au pays d'avancer sur la voie de la consolidation de la paix et de la démocratie.

Je vous remercie.